

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1439 - 30 novembre 1989 - 10 F

D 1439 BRÉSIL: AGGRAVATION DE LA CRISE DANS L'ÉGLISE DU NORD-EST

Alors que la situation dans le diocèse de Recife s'était déjà largement tendue l'année dernière (cf. DIAL D 1339), deux rebondissements ont eu lieu ces derniers mois: 1) un conflit entre l'archevêque de Recife et la Commission justice et paix diocésaine, qui s'est soldé par l'interdiction pour la commission de continuer à utiliser le nom du diocèse; 2) l'annonce, par le Vatican, de la fermeture impérative - au plus tard le 31 décembre 1989 - du séminaire régional du Nord-Est II (SERENE II) et de l'Institut de théologie de Recife (ITER) pour non conformité avec la formation des futurs prêtres et religieux.

Pour situer le contexte du conflit, il faut rappeler les faits suivants: 1) le 4 mars 1989, le président de la Commission justice et paix du diocèse de Recife avait été séquestré et torturé pendant deux heures par un "escadron de la mort" local, suite à la campagne de la commission contre les assassinats de pauvres et de Noirs; 2) les deux séminaires fermés par Rome avaient fait l'objet, en juillet 1989, d'un rapport favorable par Mgr Vicente Zico, désigné par le Vatican comme visiteur apostolique des séminaires de la région. Son rapport sur le grand séminaire du diocèse de Recife était par contre plus nuancé.

Dossier sur ces deux affaires différentes mais entremêlées

Note DIAL

1. Note officielle de la Commission justice et paix du diocèse de Recife sur la demande d'intervention de la police par l'archevêque (16 août 1989) (1)

La Commission justice et paix du diocèse d'Olinda et Recife regrette d'avoir à écrire cette note. Poussés par les idéaux évangéliques et par la pratique qui est la nôtre depuis toutes ces années de notre action, nous ne pouvons pas ne pas exprimer notre désaccord devant le fait rendu public par la presse de cette semaine: Mgr José Cardoso Sobrinho a appelé la police militaire pour faire surveiller et même expulser de l'enceinte du palais épiscopal des paysans de la sucrerie Pitanga, une vingtaine de personnes avec des enfants, qui voulaient lui parler. Le fait d'avoir fixé une audience ultérieure ne justifie pas le recours à la police.

L'Eglise vivante du peuple de Dieu a appris dans la pratique évangélique qu'au-dessus des supérieurs hiérarchiques et de leurs subordonnés, il y a l'amour qui nous fait tous frères et la charité qui nous fait tous égaux. Ce n'est pas faire preuve de rébellion, pour des subordonnés, que de s'adresser à leurs supérieurs; au contraire c'est la recherche du dialogue qui construit et perfectionne. Mgr l'archevêque devrait être heureux et pastoralement comblé quand, sans audience obtenue au préalable et sans formalités bureaucratiques, l'évêque est considéré par les gens de Pitanga moins comme un chef qui commande que comme un pasteur qui écoute ses brebis.

[1] Un groupe de paysans était venu demander à l'archevêque de ne pas déplacer le P. Tiago Thorlby qui travaillait avec eux au titre de la Commission pastorale de la terre (NdT).

Durant les presque vingt années de dictature que nous avons connues, la police a toujours agi en réprimant et pourchassant les travailleurs et le peuple qui manifestaient publiquement pour réclamer leurs droits. Nous ne pouvons accepter que, dans notre Eglise d'aujourd'hui, on ait des comportements allant à l'encontre de ceux qui se sont battus, qui ont été pourchassés ou même tués.

Nous continuons à croire que l'Eglise d'Olinda et Recife, dans la communion avec ses pasteurs, restera fidèle à son engagement évangélique envers le peuple souffrant du Nord-Est.

Cette note est signée par tous les membres de la Commission justice et paix du diocèse d'Olinda et Recife.

2. "Déclaration au peuple de Dieu du diocèse d'Olinda et Recife" par Mgr José Cardoso Sobrinho, archevêque, en réponse à la note de la Commission justice et paix (22 août 1989)

Le jour de ma consécration épiscopale, j'ai juré solennellement sur la tombe de l'apôtre Pierre "de me montrer toujours aimable et miséricordieux envers les pauvres, les pèlerins et toutes les personnes dans le besoin" (Rituel de consécration).

Tant dans le premier diocèse qui m'a été confié que dans celui-ci, je me suis efforcé de remplir fidèlement ce grave devoir de conscience. En arrivant ici, j'ai aussitôt recommandé à mes assesseurs d'accorder à tous ceux qui ont recours à nous un traitement cordial et chaleureux. Cela a aussi été mon attitude personnelle. Je me sens vraiment "heureux et pastoralement comblé" quand j'accueille sans façon les nombreuses personnes qui viennent à moi. Dans la même salle d'audiences j'ai indistinctement reçu pauvres et riches, ministres et gouvernants ainsi que, habituellement, les frères dans le besoin de la Banque de la Providence. Je regrette seulement de n'avoir pu répondre immédiatement à toutes les demandes d'audience en raison de mes nombreux engagements pastoraux.

J'ai déjà manifesté ma solidarité aux frères paysans de la sucrerie Pitanga II en leur rendant personnellement visite et en signant en leur faveur la demande d'expropriation de ces terres.

Ceux qui, récemment et plus d'une fois, ont envahi par surprise notre résidence, ne sont pas venus ici pour demander une aide dans la défense de leurs droits ou "à la recherche du dialogue qui construit et perfectionne". Ils sont bel et bien venus avec l'intention déclarée de s'y installer en campement et dans le but explicite - également exprimé - de nous contraindre à revenir sur une décision légitime de notre ministère (la mutation d'un prêtre).

Même devant cette situation anormale, nos assesseurs se sont comportés avec courtoisie et une immense patience, en essayant de convaincre les envahisseurs de se retirer et en offrant la possibilité d'une audience à un groupe de leurs représentants. Nos propositions ont été accueillies par des paroles provocatrices et menaçantes. Etant donné qu'il s'agissait de la troisième tentative de campement dans les locaux de la résidence épiscopale, il ne nous restait pas d'autre moyen de les déplacer qu'en demandant l'aide de la police militaire, dont le comportement respectueux et prudent n'a fait l'objet d'aucun reproche de la part des envahisseurs.

Voilà la vérité objective des faits.

La Commission justice et paix du diocèse d'Olinda et Recife, sans aucune concertation préalable avec son archevêque et sur la base d'une version faussée et invraisemblable des faits, a rendu publique une note dans laquelle elle exprimait son désaccord devant le fait que nous ayons demandé l'aide de la police. Nous avons pris con-

naissance de cette note par la presse; par la suite le président de la commission, sollicité par nous, en a confirmé l'authenticité.

La Commission justice et paix, organisme de ce diocèse, a commis une injustice envers l'archevêque. Nous rejetons fermement l'insinuation, contenue dans ladite note, selon laquelle notre comportement ressemblerait à l'action de répression et de persécution de la police à l'époque de la dictature militaire.

Avec l'Eglise de Vatican II, de Medellin et de Puebla, nous faisons nôtres les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses de tous les fidèles qui sont confiés à nos soins pastoraux, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent. Il nous plaît de redire ici ce que nous avons déjà dit en une autre occasion: la défense de la dignité humaine des déshérités, des opprimés et des persécutés n'est pas et ne peut pas être un simple choix prioritaire: c'est un devoir grave de justice qui pèse sur toute conscience humaine et chrétienne. C'est l'effort fondamental du diocèse d'Olinda et Recife.

N.B.: Nous prescrivons que cette déclaration soit lue à toutes les messes célébrées dans le diocèse le dimanche 27 août.

3. "Note des travailleurs de Pitanga II" (24 août 1989)

Suite à la note et aux déclarations faites par Mgr José Cardoso, nous tenons à donner les éclaircissements suivants:

1) Depuis que nous sommes installés en campement, le 23 août 1987, jusqu'à la date d'aujourd'hui, nous n'avons jamais reçu la visite ni le soutien de Mgr l'archevêque. Son affirmation de sa "solidarité aux frères paysans de Pitanga II" est donc mensongère.

2) Nous ne sommes pas allés agresser ni menacer Mgr l'archevêque. Au contraire c'est une personne disant être sa soeur qui nous a adressé des paroles grossières, en déclarant que les travailleurs devaient s'en aller ou alors qu'on appellerait la police. Ce qu'il prend pour une agression doit être le fait qu'un groupe de travailleurs pauvres, mal habillés, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants aillent parler à l'évêque pour lui demander que reste avec eux une personne qui les accompagne tout au long de leur lutte, en les encourageant avec la parole de Dieu dans les heures difficiles. Nous sommes déjà habitués à recevoir ce genre de traitement de la part des propriétaires terriens. Ce qui nous choque c'est qu'une personne d'Eglise puisse utiliser le même traitement.

3) Nous avons essayé de parler avec Mgr l'archevêque six fois, trois fois en commission et trois fois avec un plus grand nombre de gens, dans le but de revendiquer nos droits dans l'Eglise à renforcer notre foi.

Pour terminer nous remercions la Commission justice et paix ainsi que toutes les organisations et les personnes qui nous ont donné leur soutien durant tout ce temps.

Nous demeurons fermes en croyant dans la construction du Royaume de Dieu parmi nous.

4. Décret de l'archevêché sur l'interdiction faite à la Commission justice et paix de se réclamer du diocèse de Recife (25 août 1989)

MONSEIGNEUR JOSÉ CARDOSO SOBRINHO, ARCHEVÊQUE D'OLINDA ET RECIFE,

considérant que nous ne pouvons pas renoncer au droit-devoir, inhérent à notre ministère, de représenter le diocèse et de nous prononcer en son nom;

considérant que la Commission justice et paix, utilisant le nom du diocèse, a récemment publié - sans notre connaissance et en opposition à nos directives - une

note largement divulguée par la presse, exprimant à notre égard désaccord, critiques et insinuations sans fondement, et portant gravement préjudice à l'exercice de notre ministère,

avons résolu de prendre le présent décret:

- 1) Ladite Commission justice et paix a l'interdiction, jusqu'à décision contraire ultérieure, d'utiliser le nom du diocèse - ou même le papier à en-tête à son nom - dans tout acte ou déclaration de sa part.
- 2) La même Commission justice et paix continuera les activités pour lesquelles elle a été créée, notamment l'aide juridique aux populations dans le besoin.

Notre décret entre en vigueur et produit ses pleins effets juridiques à la date de ce jour.

Recife, le 25 août 1989
Mgr José Cardoso Sobrinho
archevêque

5. Enquête canonique sur les séminaires et la formation des futurs prêtres au Brésil. Compte-rendu des visiteurs apostoliques après leurs inspections de septembre et octobre 1988 (Notícias da CNBB du 20 juillet 1989)

Une rencontre sur les séminaires diocésains a eu lieu au siège de la conférence épiscopale à Brasília, du 17 au 19 juillet 1989, en présence du représentant de la Congrégation des séminaires et des institutions d'enseignement (2), des quinze évêques chargés de la visite apostolique aux séminaires du Brésil, du nonce apostolique et de la présidence de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB).

La réunion avait été soigneusement préparée par Mgr Jaime Chemello, responsable des vocations et ministères dans la commission épiscopale de pastorale. La rencontre avait pour objectif de permettre l'échange direct entre les visiteurs et le représentant de la congrégation romaine, afin de compléter les rapports présentés en 1988, de parvenir à une vision plus exacte de la réalité des séminaires et de faire des propositions pour l'actualisation et le perfectionnement des normes en vue de la formation sacerdotale dans le pays. Au nom de la Congrégation des séminaires et des institutions d'enseignement étaient présents: Mgr l'archevêque José Saraiva Martins, secrétaire général; Mgr Francisco Rypar, responsable du département des séminaires; et Mgr Felipe Bacarezza, au titre des séminaires d'Amérique latine.

La rencontre revêt une signification particulière car c'est la première fois que s'effectue une visite apostolique à des séminaires confiée simultanément à quinze évêques, avec l'avantage d'analyser les rapports en commun et avec des membres de la congrégation romaine. Dans cette analyse ont été particulièrement retenus les thèmes de l'identité sacerdotale, des vocations au presbytérat et des aspects concernant la formation intellectuelle, spirituelle, pastorale et communautaire des séminaristes. Il a été constaté une augmentation des vocations pour le clergé diocésain au Brésil, ainsi que la priorité accordée par les évêques aux séminaires et marquée par leurs efforts pour pallier les déficiences et assurer une meilleure formation, conformément aux orientations du concile Vatican II et aux récents documents de l'Eglise.

La réunion s'est déroulée dans un climat de sérénité et de dialogue fraternel, prouvant ainsi la convenance de la méthode. Elle a encouragé la CNBB, avec la collaboration des organisations de prêtres, à perfectionner toujours plus le travail dans les séminaires du Brésil.

[2] Nouveau nom de la Congrégation pour l'éducation catholique [NdT].

6. Lettre de la Congrégation des séminaires et des institutions d'enseignement aux évêques de la région épiscopale du Nord-Est II pour demander la fermeture du Séminaire interdiocésain et de l'Institut de théologie de Recife (12 août 1989)

Excellence Révérendissime,

Nous avons attentivement examiné le rapport sur le Séminaire régional du Nord-Est II (SERENE 2) et sur l'Institut de théologie de Recife (ITER), préparé par le visiteur apostolique de la Région épiscopale Nord-Est II au terme de sa visite aux centres en question effectuée du 6 au 11 octobre 1988 (3).

Cette congrégation avait déjà son opinion sur ces deux institutions (4), mais comme le sait Votre Excellence, elle avait suspendu toute décision sur ce point dans l'attente des résultats de la visite apostolique aux séminaires du Brésil. Maintenant, après avoir étudié soigneusement le rapport du visiteur et toute la documentation annexe, vérifiée par la récente rencontre avec toutes leurs Excellences les visiteurs (Brasília, 17-19 juillet dernier), elle est arrivée à la conclusion que le SERENE 2 ne correspond pas à la notion de grand séminaire et n'offre pas les conditions minimales pour la formation sacerdotale, et que l'ITER n'offre pas la formation intellectuelle appropriée pour les futurs prêtres, tant du clergé diocésain que du clergé religieux. Donc, après mûre réflexion, nous sommes arrivés à la ferme décision que ces deux institutions doivent être fermées le plus rapidement possible, au plus tard à la fin de l'année en cours.

Nous demandons à l'archevêque d'Olinda et Recife, en sa qualité d'ordinaire du diocèse où le SERENE 2 et l'ITER ont leur siège, et comme président de la conférence épiscopale régionale, de bien vouloir veiller à la prompte exécution de cette mesure. Par la présente, nous demandons à Votre Excellence d'apporter sa collaboration.

Les séminaristes actuels du SERENE 2 devront passer un nouvel examen de discernement vocationnel, et après vérification de leur sincère acceptation de l'identité du prêtre, proposée par le magistère de l'Eglise, et du régime de grand séminaire, ils pourront peut-être se voir accueillis, en accord avec l'archevêque d'Olinda et Recife, dans son grand séminaire diocésain, ou dans quelque autre grand séminaire.

En implorant la constante protection de la Mère de Dieu sur Votre Excellence et sur ses collaborateurs, je profite volontiers de l'occasion pour me redire auprès de Votre Excellence Révérendissime, avec mes sentiments de profonde estime,

vosre dévoué dans le Christ
José Saraiva Martins, sec.
Ivan Peri, sous-sec.

7. Lettre de Mgr Terra, évêque auxiliaire de Recife, aux provinciaux religieux membres du conseil de l'Institut de théologie de Recife pour leur annoncer la décision romaine de fermeture (31 août 1989)

Révérend Père provincial,

Datée du 12 août, est arrivé à cet archevêché hier, le 30, une lettre-circulaire de la Sacrée congrégation pour l'éducation catholique dans les séminaires et instituts théologiques, adressée à tous les évêques de la région épiscopale Nord-Est II. Je suis entré en contact téléphonique avec Mgr José Cardoso (5), qui a spécifié qu'avant la publication dans le bulletin diocésain j'en envoie une copie aux provinciaux membres du conseil de l'ITER.

[3] Rappelons que le rapport de Mgr Zico était favorable à ces deux institutions (NdT).

[4] Le communiqué de la CNBB du 20/7/89, reproduit ci-dessus, ne fait pas état de divergences majeures (NdT).

[5] Il était alors à Rome (NdT).

Jointe à la lettre-circulaire envoyée à tous les évêques, une lettre personnelle adressée à l'archevêque de Recife portait le paragraphe suivant relatif aux religieux: "Au sujet des candidats au sacerdoce du clergé religieux, chaque famille religieuse devra leur donner une formation intellectuelle répondant aux exigences d'une saine formation sacerdotale."

Cette spécification si exigeante du Saint-Siège, qui traduit la préoccupation de l'Eglise pour une formation de plus en plus achevée de ses prêtres et religieux, sera certainement une épreuve pour de nombreux élèves et professeurs de l'ITER. Mais c'est en de tels moments que nous devons manifester notre foi, notre amour et notre fidélité inconditionnelle envers le Saint-Père en respectant ses décisions dans la même obéissance que celle du Christ à Gethsémani: "Non mea voluntas sed tua fiat".

Une coopération empressée et généreuse de tous les supérieurs religieux permettra d'éviter que cette décision du Saint-Siège devienne l'occasion d'une explosion de critiques intempérantes et inopérantes contre le Saint-Père (6).

Fraternellement.

João Evangelista Martins Terra, sj
évêque auxiliaire d'Olinda-Recife

8. Lettre du président de la Conférence des religieux du Brésil pour la région épiscopale Nord-Est II au préfet de la Congrégation des séminaires et des institutions d'enseignement (9 septembre 1989)

Nous - les 417 religieuses et religieux du Nord-Est du Brésil (Etats de Paraíba, Alagoas, Pernambuco et Rio Grande do Norte) et représentants d'autres Etats du Brésil, réunis pour la 3ème rencontre sur "Vie religieuse insérée" qui a lieu du 6 au 10 septembre 1989 à Lagoa Seca, Paraíba -, devant le mouvement de fermeture en cours ces dernières années dans notre région du Nord-Est, avons décidé, après avoir réfléchi et prié, d'exposer à votre Congrégation notre position face aux récents événements.

Nous avons donc assisté avec perplexité à la désarticulation progressive des forces vives de l'Eglise de Jésus dans notre région, qui s'étaient édifiées en fidélité au souffle de l'Esprit dans le concile Vatican II. Cette situation est caractérisée par des faits tels que des renvois et des mises à l'écart d'agents de pastorale, l'interdiction du travail de plusieurs experts, la destitution de commissions régionales et de nombreux autres faits, dont le point culminant a été dernièrement la fermeture par votre Congrégation du séminaire régional du Nord-Est II (SERENE II) et de l'Institut de théologie de Recife (ITER).

L'ITER étant un organisme sous la responsabilité de la Conférence nationale des évêques du Brésil-Nord-Est II (CNBB-NE II) et de la Conférence des religieux du Brésil-Nord-Est II (CRB-NE II), nous sommes dans l'obligation de présenter à votre Congrégation les considérations suivantes.

Encouragés par notre expérience, nous témoignons du sérieux intellectuel de l'ITER, réel dans la recherche, la réflexion, la production théologique et les collaborations qui rendent tellement service à la marche de notre Eglise dans la région. Si nous ne parvenons pas à comprendre les raisons exposées dans votre lettre qui annonce sa fermeture, nous savons par contre que l'ITER donne une bonne préparation intellectuelle aux futurs prêtres de notre Eglise. En témoigne le grand nombre d'agents de pastorale qui sont passés par l'institut, en particulier deux cents prêtres et plus qui y ont été formés.

[6] Mgr Terra avait explicitement demandé par téléphone à Dom Hélder Câmara de ne pas faire de commentaires publics sur cette affaire... [NdT].

Au nom de notre foi et de notre amour de l'Eglise, nous exprimons notre désaccord sur la fermeture de l'ITER et sur la façon dont votre Congrégation l'a décidée, au mépris de l'autonomie des Eglises locales, de l'autorité de la CNBB-NE II et de la CRB-NE II qui sont les responsables de l'institut, et du résultat positif et élogieux de la visite apostolique. Nous craignons que cela soit compris par le peuple de Dieu de notre douloureuse région comme une grande mésestime et déperdition des forces vives de son cheminement.

Face à cette situation, nous pensons qu'il faut ouvrir un dialogue entre votre Congrégation et les instances appropriées de l'ITER et du SERENE II pour une reconsidération de la mesure prise. Nous espérons que ce dialogue sera fructueux et fécond pour l'Eglise, comme lieu herméneutique éminemment évangélique pour un discernement de la volonté du Seigneur.

Nous prions et nous agissons pour que notre Eglise, sur les traces du concile Vatican II, grandisse dans la fidélité au service du Royaume "en écoutant ce que l'Esprit dit aux Eglises" (cf. Ap 2,11).

P. Humberto Plummen, cssr
président de la CRB-NE II

Sr. Arlinda Rodrigues, jmjc
pour la coordination de la rencontre

9. Note des professeurs de l'ITER (15 septembre 1989)

Ayant pris connaissance par le bulletin diocésain d'Olinda et Recife de l'ordre de fermeture de l'Institut de théologie de Recife (ITER) par la Congrégation romaine de l'éducation catholique, nous, professeurs de cette école théologique, déclarons publiquement ce qui suit.

1) Nous exprimons notre immense surprise, compte tenu en particulier de la satisfaction du visiteur apostolique Mgr Vicente Zico à propos de notre travail, et de son opinion favorable.

2) Compte tenu que, malheureusement, il ne s'agit pas d'un cas isolé mais qu'il fait partie d'une constellation de nombreux autres cas qui manifeste le souci de démantèlement des institutions de l'Eglise engagée dans la cause des pauvres, de telles attitudes sèment la confusion dans le peuple de Dieu et scandalisent les petits.

3) Nous regrettons profondément le mode autoritaire selon lequel la décision a été prise et rendue publique, sans consultation ni dialogue auprès des élèves, des professeurs et des employés de l'ITER. Les évêques des 19 diocèses et les supérieurs des 16 congrégations religieuses qui ont des élèves dans cet institut n'ont pas non plus été consultés. La Conférence nationale des évêques (CNBB) et la Conférence des religieux (CRB) n'ont pas même été informées. Ce genre de procédé agresse ouvertement l'esprit de communion et de participation mis en oeuvre dans notre Eglise depuis Vatican II et renforcé par les conférences de Medellín et de Puebla ainsi que par la pratique de notre Eglise au Brésil.

4) Nous tenons pour imprudente l'accusation vague selon laquelle la formation intellectuelle dispensée par l'ITER n'est pas appropriée à la formation des prêtres. Nous nous jugeons en droit de voir une telle affirmation expliquée clairement. Nous estimons que cette accusation non seulement jette le doute sur le sérieux de l'institut, mais aussi qu'elle lance, en particulier, de graves soupçons contre ses professeurs. Quant aux évêques et aux supérieurs religieux qui ont des élèves à l'institut, ils voient planer sur eux, au minimum, l'accusation tacite d'irresponsabilité.

5) Nous nous étonnons qu'on décrète la fermeture d'une école en plein fonctionnement, mettant ainsi en danger le droit acquis des élèves à un cycle complet de cours, ainsi que le droit des professeurs à leur réputation et à la continuation de leurs activités professionnelles.

6) Nous espérons que les évêques de la région et les supérieurs religieux vont faire tous leurs efforts pour une reprise du dialogue avec la congrégation romaine, de sorte que le bon sens finisse par prévaloir. Nous nous félicitons que le président de la CNBB, Mgr Luciano Mendes de Almeida (avec Mgr Vicente Zico) ait pris l'initiative d'aller à Rome pour y exposer personnellement les inquiétudes et les demandes de notre Eglise. Nous espérons beaucoup que les nombreuses manifestations de désaccord du peuple de Dieu avec la mesure prise contre l'ITER seront reçues par les organes compétents pour leur permettre de reconsidérer leur décision.

10. Communiqué de l'assemblée régionale ordinaire réalisée à Arapiraca (Etat d'Alagoas) les 5 et 6 octobre 1989 par les évêques de Pernambuco, Alagoas, Paraíba et Rio Grande do Norte (6 octobre 1989)

Nous, évêques de la région épiscopale Nord-Est II réunis en assemblée ordinaire annuelle, réaffirmons à cette occasion notre filiale, consciente et lucide adhésion au successeur de Pierre qui a, dans l'Eglise, la mission de confirmer ses frères dans la foi; et respectons, en esprit ecclésial, les décisions du Siège apostolique.

Fidèles à l'amour de préférence pour les pauvres (7), nous restons préoccupés de la formation de nos séminaristes insérés dans la rude réalité de ce Nord-Est souffrant.

Nous sommes reconnaissants au SERENE II et à l'ITER pour la tâche réalisée. Nous faisons savoir à l'opinion publique que, après un long dialogue et un chemin de recherche et d'évaluations répétées de l'expérience menée culminant dans la décision du Saint-Siège de fermer lesdites institutions, nous exécuterons les prescriptions reçues de la Congrégation pour l'éducation catholique.

Nous chercherons, en esprit pastoral et dans l'amour de l'Eglise, de nouvelles perspectives et de nouveaux chemins appropriés à la formation de nos chers séminaristes, dans la fidélité au Magistère suprême, en harmonie avec leurs pasteurs diocésains et au sein de la réalité de notre région.

Nous invitons le peuple de Dieu du Nord-Est II à continuer de porter avec nous cette tâche très importante de notre ministère épiscopal qu'est la préparation des futurs prêtres.

Nous exprimons, enfin, en estime collégiale, notre solidarité envers notre frère l'archevêque d'Olinda et Recife, Mgr José Cardoso Sobrinho, dont la personne est devenue la cible d'attaques calomnieuses.

Centre de perfectionnement Mgr Constantino Luers
Arapiraca, Alagoas, 6 octobre 1989
Commission épiscopale régionale Nord-Est II (8)

11. Lettre ouverte aux évêques de la région épiscopale Nord-Est II (13 octobre 1989)

Nous avons lu avec une immense surprise, dans les journaux de Recife, la note de l'assemblée épiscopale d'Arapiraca dans laquelle les évêques entendent éclairer l'opinion publique sur les récents événements qui ont affecté l'Eglise catholique dans notre région, en particulier le diocèse d'Olinda et Recife.

[7] Formulation dérivée de l'expression initiale "choix prioritaire des pauvres" [NdT].

[8] Le communiqué n'est pas nommé signé. Etaient absents: Mgr Marcelo Carvalheira [de Guarabira], Mgr Luiz Gonzaga Fernandes [de Campina Grande] et Mgr José Freire [de Mossoro]. Mgr José Maria Pires [de João Pessoa] et Mgr Tiago Postma [de Garanhuns] ont quitté l'assemblée avant la fin [NdT].

On ne sait pas clairement si la note est signée de tous les évêques. Par ailleurs nous savons de source absolument sûre que plusieurs n'étaient pas présents (cf. note 8). La note crée la confusion quand elle ne dit pas quels sont les évêques qui l'ont signée.

Nous sommes surpris de ce qui est dit de l'"adhésion au successeur de Pierre" quand, en réalité, dans sa conversation avec le président de la CNBB, le pape a déclaré n'être pas informé des décisions de ses auxiliaires de la Congrégation pour l'éducation catholique. Devant des décisions d'instances subalternes, ne reviendrait-il pas aux évêques de se pourvoir devant le pape?

Comment comprendre qu'on "*reste fidèle au choix (9) de préférence pour les pauvres*", quand on apporte son soutien à des personnes qui, de manière évidente, démantèlent systématiquement les institutions ecclésiales engagées dans le combat du peuple, destituent et expulsent ceux qui se sont tellement identifiés avec le combat du peuple que, des années durant, ils ont risqué jusqu'à leur vie? Comment proclamer qu'on reste préoccupé de la formation des séminaristes "*insérés dans la rude réalité de ce Nord-Est souffrant*", quand on accepte la disparition des moyens destinés à promouvoir cette formation et qu'on retourne à des formes plus fermées de séminaire?

Comment faut-il comprendre la "*reconnaissance*" envers ceux qui ont oeuvré à l'ITER et au SERENE II, quand on accepte passivement l'accusation selon laquelle les professeurs de l'ITER ne remplissent pas les conditions "*appropriées*" pour former des prêtres et que les formateurs du séminaire n'offrent pas "*les conditions minimales*" (10) pour l'exercice de leur tâche?

Toutes ces années durant, il se trouve que les formateurs du séminaire et les professeurs de l'ITER ont été, de façon réitérée, invités à mettre leurs compétences au service de la grande majorité des diocèses de la région. Les évêques seraient-ils à ce point des irresponsables que des personnes sans conditions "*appropriées*" ou sans "*conditions minimales*" viennent les aider à guider la foi de leurs Eglises?

Comment accepter qu'il y ait eu un "*long dialogue*" quand le moment le plus officiel du dialogue qu'a été la visite canonique de l'ITER et du SERENE II a eu pour résultat que le rapport positif qui en a été fait s'est vu totalement désavoué?

Comment accepter qu'il y ait eu un "*long dialogue*", quand la décision romaine est tombée par lettre, avec des accusations d'ordre générique sans aucune justification probante? Puisque, dans le "*dialogue*", s'affirmaient des positions divergentes (du moins le rapport du visiteur était-il franchement positif, ce qui s'est d'ailleurs confirmé par les innombrables soutiens que nous avons reçus de diverses parties du Brésil et du monde, y compris de la part d'archevêques et d'évêques), pourquoi ne pas avoir attendu le prochain synode sur la formation presbytérale? A ce moment-là, à la lumière du vaste panorama des différentes modalités de formation, il aurait été possible de porter un jugement plus mûr et mieux fondé.

Pourquoi, s'il y a eu "*long dialogue*", n'y a-t-il pas eu un débat serein et fraternel avec les institutions touchées sur d'éventuels défauts? Et pourquoi n'a-t-on rien demandé directement dans le sens d'une correction de perspectives? D'ailleurs, à ce jour, ni l'ITER ni le séminaire n'ont reçu la moindre communication officielle de la décision romaine. Est-ce là le propre de qui dialogue?

Comment croire que nos évêques vont maintenant rechercher "*de nouvelles perspectives et de nouveaux chemins appropriés à la formation*", quand eux-mêmes ont, jusqu'à ce jour, envoyé leurs séminaristes à l'ITER et au SERENE II, et nous ont à plusieurs reprises manifesté leur confiance et leur satisfaction, y compris en soulignant la qualité

[9] Le communiqué des évêques comporte le mot "amour" et non pas "choix" [NdT].

[10] L'expression est celle de la lettre de la congrégation romaine [NdT].

d'anciens élèves de l'ITER et du SERENE II chez ceux qui exercent actuellement le ministère dans leurs diocèses?

Comment accepter simplement un jugement négatif et définitif sur deux institutions, sans tenir compte du sentiment d'une grande partie de l'Eglise régionale, nationale et mondiale qui, en ce moment de crise, a résolument exprimé sa solidarité avec nous?

La "*solidarité en estime collégiale*" exprimée à l'archevêque d'Olinda et Recife, que signifie-t-elle? Ce geste de solidarité signifie-t-il, par hasard, le soutien à l'attitude de Mgr José Cardoso de renvoyer des personnes et des équipes de la région épiscopale Nord-Est II qui ont fait leurs combats des paysans? Ce geste signifie-t-il le soutien à l'acte incroyable d'expulsion du P. Antonio Maria Guérin, aumônier régional de pastorale de la jeunesse en milieu populaire, qui jouissait du soutien et de la sympathie des évêques diocésains puisqu'il travaillait dans plusieurs diocèses pendant ses dix-neuf ans de présence dans le Nord-Est?

Signifie-t-il, par hasard, le soutien aux lettres d'avertissement envoyées par l'archevêque à des prêtres qui tous, par une étonnante coïncidence, travaillent dans les milieux populaires et font leur la cause des plus pauvres?

Signifie-t-il l'approbation "*collégiale*" à l'appel de la police pour expulser des jardins de son palais les paysans pauvres et sans défense de Pitanga II?

Signifie-t-il le soutien au refus de s'excuser et de pardonner, ce qui est effectivement arrivé dans les rapports de l'archevêque avec diverses personnes? Est-il synonyme d'approbation de l'attitude de celui qui accepte de se faire conseiller selon des méthodes de délation et d'espionnage? Signifie-t-il aussi, par hasard, le soutien à l'attitude de l'évêque auxiliaire, Mgr Martins Terra, certainement avec le consentement de son archevêque, ou peut-être sur son ordre, pour essayer d'imposer le silence à Dom Helder Câmara?

Si ce geste de solidarité ne signifie pas le soutien à ces attitudes, que les évêques le disent publiquement, comme publiquement a été faite la déclaration de solidarité. Et qu'ils daignent clarifier publiquement les "*accusations (11) calomnieuses*" dont a été victime l'archevêque.

La note d'éclaircissement, loin d'avoir dissipé les nuages à l'horizon, d'avoir aidé l'Eglise à poursuivre sa marche et de l'avoir confirmée dans la foi, sème davantage la confusion dans l'opinion publique. Elle nous laisse perplexes, nous chrétiens catholiques et animateurs de mouvements et communautés. L'épiscopat de la région est-il clairvoyant quand il se présente à l'Eglise et à l'opinion publique comme solidaire des actes et des paroles de l'archevêque d'Olinda et Recife qui ont progressivement suscité la désapprobation et le rejet de la société, ainsi que l'expriment publiquement des personnes et des organisations de haute signification sociale?

Aluisio Fragoso, franciscain
Gustavo Castro, coordination du séminaire régional
Margarida Bosch, coordination de l'ITER
Sebastião Armando Soares, professeur à l'ITER

[11] Le communiqué des évêques parle d'"attaques" [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441